

**SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,
COMMERCE EXTERIEUR
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT**

[2013/15206]

**Protocole relatif aux immunités
de la Banque des Règlements internationaux,
signé à Bruxelles le 30 juillet 1936 (1)**

Ratification par le grand-duché de Luxembourg

Le 26 juillet 2013, a été reçu au Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement de Belgique, l'instrument de ratification du grand-duché de Luxembourg concernant l'Acte international susmentionné.

Le dépôt de l'instrument de ratification a été effectué conformément aux dispositions de l'article 2 du Protocole.

Le Protocole est entré en vigueur à l'égard du grand-duché de Luxembourg le 26 juillet 2013.

Note

(1) Voir *Moniteur belge* du 9 mars 1938.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING**

[2013/15206]

**Protocol inzake de immunititeiten
van de Bank voor Internationale Betalingen,
ondertekend te Brussel op 30 juli 1936 (1)**

Bekrachtiging door het Groothertogdom Luxemburg

Op 26 juli 2013 is bij de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking van België, het instrument van bekrachtiging van het Groothertogdom Luxemburg betreffende voornoemde internationale Akte neergelegd.

De neerlegging van het instrument van bekrachtiging is gebeurd overeenkomstig het bepaalde in artikel 2 van het Protocol.

Het Protocol is ten aanzien van het Groothertogdom Luxemburg op 26 juli 2013 in werking getreden.

Nota

(1) Zie *Belgisch Staatsblad* van 9 maart 1938.

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C - 2013/09405]

2 JUNI 2013. — Loi modifiant le Code civil, la loi du 31 décembre 1851 sur les consulats et la juridiction consulaire, le Code pénal, le Code judiciaire et la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, en vue de la lutte contre les mariages de complaisance et les cohabitations légales de complaisance (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — Disposition générale

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE 2. — Modifications du Code civil

Art. 2. A l'article 63 du Code civil, rétabli par la loi du 4 mai 1999 et modifié par la loi du 10 mars 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le § 2, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« L'officier de l'état civil dresse acte de cette déclaration dans le mois de la délivrance de l'accusé de réception visé à l'article 64, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, sauf s'il a des doutes sur la validité ou l'authenticité des documents remis visés à l'article 64. Dans ce cas, il en informe les futurs époux et il se prononce sur la validité ou l'authenticité des documents remis et décide si l'acte peut être établi, au plus tard trois mois après la délivrance de l'accusé de réception visé à l'article 64, § 1^{er}, alinéa 1^{er}. S'il n'a pas pris de décision dans ce délai, l'officier de l'état civil doit établir l'acte sans délai. »;

2° dans le § 4, alinéa 1^{er}, les mots « ou s'il ne reconnaît pas la validité ou l'authenticité de ces documents » sont insérés entre les mots « visés à l'article 64 » et les mots « , l'officier de l'état civil ».

Art. 3. La phrase liminaire de l'article 64, § 1^{er}, du même Code, rétabli par la loi du 4 mai 1999 et modifié par les lois des 16 juillet 2004 et 3 décembre 2005, est complétée par les mots « contre accusé de réception qui est délivré après réception de tous les documents ».

Art. 4. Dans l'article 146^{ter} du même Code, inséré par la loi du 25 avril 2007, les mots « des deux époux et que le consentement » sont remplacés par les mots « des deux époux ou que le consentement ».

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C - 2013/09405]

2 JUNI 2013. — Wet tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek, de wet van 31 december 1851 met betrekking tot de consulaten en de consulaire rechtsmacht, het Strafwetboek, het Gerechtelijk Wetboek en de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, met het oog op de strijd tegen de schijnhuwelijken en de schijnwettelijke samenwoningen (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — Algemene bepaling

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. — Wijzigingen van het Burgerlijk Wetboek

Art. 2. In artikel 63 van het Burgerlijk Wetboek, hersteld bij de wet van 4 mei 1999 en gewijzigd bij de wet van 10 maart 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2 wordt het tweede lid vervangen door wat volgt :

« De ambtenaar van de burgerlijke stand maakt van deze aangifte een akte op binnen een maand na de afgifte van het in artikel 64, § 1, eerste lid, bedoelde bericht van ontvangst, behalve indien hij twijfels heeft over de geldigheid of echtheid van de in artikel 64 bedoelde overgelegde documenten. In dat geval geeft hij hiervan kennis aan de aanstaande echtgenoten en spreekt hij zich ten laatste drie maanden na de afgifte van het in artikel 64, § 1, eerste lid, bedoelde bericht van ontvangst uit over de geldigheid of echtheid van de overgelegde documenten en over het opmaken van de akte. Indien hij binnen deze termijn geen beslissing heeft genomen, dient de ambtenaar van de burgerlijke stand onverwijld de akte op te maken. »;

2° in § 4, eerste lid, worden de woorden « of indien hij de geldigheid of echtheid van deze documenten niet erkent » ingevoegd tussen de woorden « over te leggen » en het woord « , weigert ».

Art. 3. In de inleidende zin van artikel 64, § 1, van hetzelfde Wetboek, hersteld bij de wet van 4 mei 1999 en gewijzigd bij de wetten van 16 juli 2004 en 3 december 2005, worden de woorden « tegen bericht van ontvangst, dat wordt afgeleverd na ontvangst van alle documenten, » ingevoegd tussen de woorden « burgerlijke stand » en de woorden « voor ieder ».

Art. 4. In artikel 146^{ter} van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 25 april 2007, worden de woorden « van beide echtgenoten en de toestemming » vervangen door de woorden « van beide echtgenoten of de toestemming ».

Art. 5. A l'article 167 du même Code, rétabli par la loi du 4 mai 1999 et modifié par la loi du 1^{er} mars 2000, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est complété par les phrases suivantes :

« Le procureur du Roi peut prolonger ce délai de trois mois au maximum. Dans ce cas, il en informe l'officier de l'état civil qui en informe les parties intéressées. »;

2° dans l'alinéa 3, les mots « sans délai » sont insérés entre les mots « le mariage » et les mots « , même dans »;

3° l'alinéa 4 est complété par les mots « et à l'Office des étrangers dans le cas où sa décision est motivée sur la base de l'article 146bis ».

Art. 6. L'article 184 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 25 avril 2007, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le procureur du Roi poursuit la nullité de tout mariage contracté en violation des articles 146bis ou 146ter. ».

Art. 7. Dans le même Code, il est inséré un article 193ter rédigé comme suit :

« Art. 193ter. Tout exploit de signification d'un jugement ou arrêt portant annulation d'un mariage est immédiatement communiqué en copie par l'huissier de justice instrumentant au ministère public et au greffier de la juridiction qui a prononcé la décision.

Lorsque la nullité du mariage a été prononcée par un jugement ou un arrêt coulé en force de chose jugée, un extrait reprenant le dispositif du jugement ou de l'arrêt et la mention du jour où celui-ci a acquis force de chose jugée, est adressé, sans délai, par le greffier à l'officier de l'état civil du lieu où le mariage a été célébré ou, lorsque le mariage n'a pas été célébré en Belgique, à l'officier de l'état civil de Bruxelles. Lorsqu'il s'agit de l'annulation d'un mariage contracté en contravention aux dispositions contenues aux articles 146bis ou 146ter, il envoie l'extrait en même temps à l'Office des étrangers.

Le greffier en avertit les parties.

L'officier de l'état civil transcrit, sans délai, le dispositif sur ses registres; mention en est faite en marge de l'acte de mariage et des actes d'état civil relatifs aux enfants, s'ils ont été dressés ou transcrits en Belgique. ».

Art. 8. Dans le même Code, il est inséré un article 1476bis rédigé comme suit :

« Art. 1476bis. Il n'y a pas de cohabitation légale lorsque, bien que la volonté des parties de cohabiter légalement ait été exprimée, il ressort d'une combinaison de circonstances que l'intention d'au moins une des parties vise manifestement uniquement à l'obtention d'un avantage en matière de séjour, lié au statut de cohabitant légal. ».

Art. 9. Dans le même Code, il est inséré un article 1476ter rédigé comme suit :

« Art. 1476ter. Il n'y a pas de cohabitation légale non plus lorsque celle-ci est contractée sans le libre consentement des deux cohabitants légaux ou que le consentement d'au moins un des cohabitants légaux a été donné sous la violence ou la menace. ».

Art. 10. Dans le même Code, il est inséré un article 1476quater rédigé comme suit :

« Art. 1476quater. L'officier de l'état civil refuse d'acter la déclaration de cohabitation légale lorsqu'il constate que la déclaration se rapporte à une situation telle que visée aux articles 1476bis et 1476ter.

S'il existe une présomption sérieuse que la déclaration se rapporte à une situation telle que visée aux articles 1476bis et 1476ter, l'officier de l'état civil peut surseoir à acter la déclaration de cohabitation légale, éventuellement après avoir recueilli l'avis du procureur du Roi de l'arrondissement judiciaire dans lequel les parties ont l'intention de remettre la déclaration de cohabitation légale, pendant un délai de deux mois au plus à partir de la délivrance du récépissé visé à l'article 1476, § 1^{er}, afin de procéder à une enquête complémentaire. Le procureur du Roi peut prolonger ce délai de trois mois au maximum. Dans ce cas, il en informe l'officier de l'état civil qui en informe les parties intéressées.

Art. 5. In artikel 167 van hetzelfde Wetboek, hersteld bij de wet van 4 mei 1999 en gewijzigd bij de wet van 1 maart 2000, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt aangevuld met de volgende zinnen :

« De procureur des Konings kan deze termijn verlengen met een periode van hoogstens drie maanden. In dat geval geeft hij daarvan kennis aan de ambtenaar van de burgerlijke stand die de belanghebbende partijen ervan in kennis stelt. »;

2° in het derde lid wordt het woord « onverwijld » ingevoegd tussen de woorden « burgerlijke stand » en de woorden « het huwelijk »;

3° het vierde lid wordt aangevuld met de woorden « en aan de Dienst Vreemdelingenzaken, in geval zijn beslissing gemotiveerd is op basis van artikel 146bis ».

Art. 6. Artikel 184 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 25 april 2007, wordt aangevuld met een lid, luidende :

« De procureur des Konings vordert de nietigheid van een huwelijk dat is aangegaan met overtreding van de artikelen 146bis of 146ter. ».

Art. 7. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 193ter ingevoegd, luidende :

« Art. 193ter. Elk exploit van betekening van een vonnis of arrest dat een huwelijk nietig verklaart, wordt door de gerechtsdeurwaarder onmiddellijk in afschrift meegedeeld aan het openbaar ministerie en de griffier van het gerecht dat de beslissing heeft uitgesproken.

Wanneer de nietigheid van het huwelijk is uitgesproken bij een in kracht van gewijsde gegaan vonnis of arrest, stuurt de griffier, onverwijld, een uittreksel bevattende het beschikkende gedeelte en de vermelding van de dag van het in kracht van gewijsde treden van het vonnis of arrest aan de ambtenaar van de burgerlijke stand van de plaats waar het huwelijk voltrokken is of, wanneer het huwelijk niet in België voltrokken is, aan de ambtenaar van de burgerlijke stand van Brussel. Indien het gaat om de nietigverklaring van een huwelijk dat is aangegaan met overtreding van de artikelen 146bis of 146ter stuurt hij het uittreksel tegelijkertijd aan de Dienst Vreemdelingenzaken.

De griffier brengt de partijen hiervan in kennis.

De ambtenaar van de burgerlijke stand schrijft het beschikkende gedeelte onverwijld over in zijn registers; melding daarvan wordt gemaakt op de kant van de akte van huwelijk en van de akten van de burgerlijke stand die betrekking hebben op de kinderen, indien deze in België zijn opgemaakt of overgeschreven. ».

Art. 8. In hetzelfde Wetboek, wordt een artikel 1476bis ingevoegd, luidende :

« Art. 1476bis. Er is geen wettelijke samenwoning wanneer, ondanks de goede wil van beide partijen om wettelijk samen te wonen, uit een geheel van omstandigheden blijkt dat de intentie van minstens een van beide partijen kennelijk enkel gericht is op het bekomen van een verblijfsrechtelijk voordeel dat is verbonden aan de staat van wettelijk samenwonende. ».

Art. 9. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 1476ter ingevoegd, luidende :

« Art. 1476ter. Er is evenmin een wettelijke samenwoning wanneer deze wordt aangegaan zonder vrije toestemming van beide wettelijk samenwonenden of de toestemming van minstens een van de wettelijk samenwonenden werd gegeven onder geweld of bedreiging. ».

Art. 10. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 1476quater ingevoegd, luidende :

« Art. 1476quater. De ambtenaar van de burgerlijke stand weigert melding te maken van de verklaring van wettelijke samenwoning indien hij vaststelt dat de verklaring betrekking heeft op een in de artikelen 1476bis en 1476ter bedoelde situatie.

Indien er een ernstig vermoeden bestaat dat de verklaring betrekking heeft op een in de artikelen 1476bis en 1476ter bedoelde situatie, kan de ambtenaar van de burgerlijke stand, de melding van de verklaring van wettelijke samenwoning uitstellen, na eventueel het advies van de procureur des Konings van het gerechtelijk arrondissement waarin de partijen voornemens zijn de verklaring van wettelijke samenwoning af te leggen, te hebben ingewonnen, gedurende ten hoogste twee maanden vanaf de afgifte van het in artikel 1476, § 1 bedoelde ontvangstbewijs, teneinde bijkomend onderzoek te verrichten. De procureur des Konings kan deze termijn verlengen met hoogstens drie maanden. In dat geval, geeft hij van zijn beslissing kennis aan de ambtenaar van de burgerlijke stand die de belanghebbende partijen ervan in kennis stelt.

S'il n'a pas pris de décision définitive dans le délai prévu à l'alinéa 2, l'officier de l'état civil est tenu d'acter sans délai la déclaration de cohabitation légale dans le registre de la population.

Dans le cas d'un refus visé à l'alinéa 1^{er}, l'officier de l'état civil notifie sans délai sa décision motivée aux parties intéressées. Une copie de celle-ci, accompagnée d'une copie de tous documents utiles, est, en même temps, transmise au procureur du Roi de l'arrondissement judiciaire dans lequel la décision de refus a été prise et à l'Office des étrangers.

Le refus de l'officier de l'état civil d'acter la déclaration de cohabitation légale est susceptible de recours par les parties intéressées devant le tribunal de première instance dans le mois suivant la notification de sa décision. ».

Art. 11. Dans le même Code, il est inséré un article 1476quinquies rédigé comme suit :

« Art. 1476quinquies. § 1^{er}. Dans les hypothèses visées aux articles 1476bis et 1476ter, une action en nullité peut être introduite par les cohabitants légaux eux-mêmes et par tous ceux qui y ont intérêt.

Le procureur du Roi poursuit la nullité d'une telle cohabitation légale.

Tout exploit de signification d'un jugement ou arrêt portant annulation d'une cohabitation légale est immédiatement communiqué en copie par l'huissier de justice instrumentant au greffier de la juridiction qui a prononcé la décision.

Lorsque la nullité de la cohabitation légale a été prononcée par un jugement ou un arrêt coulé en force de chose jugée, un extrait reprenant le dispositif du jugement ou de l'arrêt et la mention du jour où celui-ci a acquis force de chose jugée, est adressé, sans délai, par le greffier à l'officier de l'état civil de la commune du domicile des deux parties ou, lorsque les parties ne sont pas domiciliées dans la même commune, à l'officier de l'état civil de la commune du domicile de chacune des parties et à l'Office des étrangers.

Le greffier en avertit les parties.

L'officier de l'état civil inscrit sans délai l'annulation de la cohabitation légale dans le registre de la population.

§ 2. La cohabitation légale au sens des articles 1476bis et 1476ter, qui a été déclarée nulle, produit néanmoins ses effets en faveur de la partie qui a contracté la cohabitation légale de bonne foi.

Elle produit également ses effets en faveur des enfants, même si aucune des parties n'a été de bonne foi. ».

CHAPITRE 3. — *Modification de la loi du 31 décembre 1851* sur les consulats et la juridiction consulaire

Art. 12. Dans la loi du 31 décembre 1851 sur les consulats et la juridiction consulaire, il est inséré un article 20/1 rédigé comme suit :

« Art. 20/1. Le chef d'un consulat peut délivrer à des Belges qui souhaitent contracter mariage dans le ressort de sa circonscription consulaire, à leur demande, un certificat de non-empêchement à mariage d'où il ressort qu'aucune objection légale n'existe selon le droit belge à l'égard du mariage, si l'autorité étrangère exige la production de ce certificat.

Le certificat n'est délivré que s'il ressort de l'enquête que le requérant satisfait, selon le droit belge, aux qualités et conditions requises pour pouvoir contracter mariage.

Lors de la demande du certificat, le requérant domicilié à l'étranger doit être domicile en Belgique pour la correspondance et les notifications.

S'il n'est pas satisfait aux qualités et conditions requises pour pouvoir contracter mariage ou en cas de doutes sérieux quant à la satisfaction aux qualités et conditions requises, le chef du consulat communique la demande de certificat au procureur du Roi compétent et en informe le requérant.

Indien de ambtenaar van de burgerlijke stand binnen de in het tweede lid bepaalde termijn geen definitieve beslissing heeft genomen, dient hij onverwijld melding van de verklaring van wettelijke samenwoning te maken in het bevolkingsregister.

In geval van een in het eerste lid bedoelde weigering, brengt de ambtenaar van de burgerlijke stand, zijn met redenen omklede beslissing onverwijld ter kennis van de belanghebbende partijen. Terzelfdertijd wordt een afschrift hiervan, samen met een kopie van alle nuttige documenten, verzonden naar de procureur des Konings van het gerechtelijk arrondissement waarin de beslissing tot weigering genomen werd en aan de Dienst Vreemdelingenzaken.

Tegen de weigering door de ambtenaar van de burgerlijke stand om van de verklaring van wettelijke samenwoning melding te maken, kan door de belanghebbende partijen binnen de maand na de kennisgeving van deze beslissing beroep worden aangetekend bij de rechtbank van eerste aanleg. ».

Art. 11. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 1476quinquies ingevoegd, luidende :

« Art. 1476quinquies. § 1. In de in de artikelen 1476bis en 1476ter bedoelde gevallen, kan een vordering tot nietigverklaring worden ingesteld door de wettelijk samenwonenden zelf en door allen die daarbij belang hebben.

De procureur des Konings vordert de nietigheid van een dergelijke wettelijke samenwoning.

Elk exploit van betekening van een vonnis of arrest dat een wettelijke samenwoning nietig verklaart, wordt door de optredende gerechtsdeurwaarder onmiddellijk in afschrift megedeeld aan de griffier van het gerecht dat de beslissing heeft uitgesproken.

Wanneer de nietigheid van de wettelijke samenwoning is uitgesproken bij een in kracht van gewijsde gegaan vonnis of arrest, stuurt de griffier, onverwijld een uittreksel bevattende het beschikkende gedeelte en de vermelding van de dag van het in kracht van gewijsde treden van het vonnis of arrest aan de ambtenaar van de burgerlijke stand van de gemeente van woonplaats van beide partijen of, indien de partijen geen woonplaats hebben in dezelfde gemeente, aan de ambtenaar van de burgerlijke stand van de gemeente van de woonplaats van elk van hen en aan de Dienst Vreemdelingenzaken.

De griffier brengt de partijen hiervan in kennis.

De ambtenaar van de burgerlijke stand maakt onverwijld melding van de nietigverklaring van de wettelijke samenwoning in het bevolkingsregister.

§ 2. De in de artikelen 1476bis en 1476ter bedoelde wettelijke samenwoning, die nietig verklaard is, heeft niettemin gevolgen ten voordele van de partij die de wettelijke samenwoning te goeder trouw is aangegaan.

Ze heeft eveneens gevolgen ten voordele van de kinderen, ook al is geen van beide partijen te goeder trouw geweest. ».

HOOFDSTUK 3. — *Wijziging van de wet van 31 december 1851* met betrekking tot de consulaten en de consulaire rechtsmacht

Art. 12. In de wet van 31 december 1851 met betrekking tot de consulaten en de consulaire rechtsmacht, wordt een artikel 20/1 ingevoegd, luidende :

« Art. 20/1. Het hoofd van een consulaat kan aan Belgen die een huwelijk willen aangaan in het ambtsgebied van zijn consularis ressort, op hun verzoek, een attest van geen huwelijksbeletsel uitreiken waaruit blijkt dat er naar Belgisch recht geen wettelijk bezwaar bestaat tegen het huwelijk, indien de buitenlandse overheid de voorlegging van dit attest eist.

Het attest wordt slechts uitgereikt indien na onderzoek blijkt dat de verzoeker naar Belgisch recht voldoet aan de hoedanigheden en voorwaarden vereist om een huwelijk te mogen aangaan.

Bij de aanvraag van het attest moet de in het buitenland wonende verzoeker woonplaats kiezen in België voor briefwisseling en betekeningen.

Het hoofd van het consulaat zendt, indien niet wordt voldaan aan de hoedanigheden en voorwaarden vereist om een huwelijk aan te gaan of bij ernstige twijfel over het voldoen aan de vereiste hoedanigheden en voorwaarden, de aanvraag van het attest aan de bevoegde procureur des Konings en geeft de verzoeker hiervan kennis.

Dans les trois mois de la réception de la demande du certificat, dont le consulat accuse réception lors de l'introduction de la demande, le procureur du Roi peut s'opposer à sa délivrance. Il peut prolonger le délai de deux mois au plus. Il informe sans délai les parties intéressées, le consulat auquel l'attestation a été demandée, l'Office des Etrangers et l'officier de l'état civil de la commune en Belgique où le requérant est domicilié, de son opposition motivée.

La levée de l'opposition peut être demandée dans le mois de la notification de l'opposition devant le tribunal de première instance du ressort du procureur du Roi qui s'est opposé à la délivrance du certificat. Le juge statue à bref délai.

En cas de non-opposition du procureur du Roi dans le délai visé à l'alinéa 5, le chef du consulat délivre sans délai le certificat. ».

CHAPITRE 4. — Modifications du Code pénal

Art. 13. Dans le livre II, titre VII, du Code pénal, l'intitulé du chapitre XI, inséré par la loi du 25 avril 2007, est complété par les mots « et de la cohabitation légale forcée ».

Art. 14. A l'article 391*sexies* du même Code, inséré par la loi du 25 avril 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « d'un mois à deux ans ou d'une amende de cent à cinq cent euros » sont remplacés par les mots « de trois mois à cinq ans et d'une amende de deux cent cinquante euros à cinq mille euros »;

2° dans l'alinéa 2, les mots « de quinze jours à un an ou d'une amende de cinquante à deux cent cinquante euros » sont remplacés par les mots « de deux mois à trois ans et d'une amende de cent vingt-cinq euros à deux mille cinq cent euros ».

Art. 15. Dans le livre II, titre VII, chapitre XI, du même Code, il est inséré un article 391*septies* rédigé comme suit :

« Art. 391*septies*. Toute personne qui, par des violences ou des menaces, aura contraint quelqu'un à contracter une cohabitation légale sera punie d'un emprisonnement de trois mois à cinq ans et d'une amende de deux cent cinquante euros à cinq mille euros.

La tentative est punie d'un emprisonnement de deux mois à trois ans et d'une amende de cent vingt-cinq euros à deux mille cinq cents euros. ».

Art. 16. Dans le livre II, titre VII, chapitre XI, du même Code, il est inséré un article 391*octies* rédigé comme suit :

« Art. 391*octies*. § 1^{er}. Le juge qui prononce une condamnation sur la base des articles 391*sexies* ou 391*septies* ou qui constate la culpabilité pour une infraction à ces dispositions, peut également prononcer la nullité du mariage ou de la cohabitation légale, à la demande du procureur du Roi ou de toute partie ayant un intérêt à la cause.

§ 2. Un jugement n'est opposable aux époux ou aux cohabitants légaux que s'ils ont été parties ou appelés à la cause.

Le ministère public peut appeler en intervention forcée l'époux ou les époux ou le cohabitant légal ou les cohabitants légaux qui ne sont pas parties à la cause.

L'intervention leur confère la qualité de partie à la cause. Ces parties peuvent exercer les voies de recours.

L'intervention est formée dès le début de l'instance de sorte que les parties puissent faire valoir leurs droits sur l'annulation du mariage ou de la cohabitation légale.

§ 3. Tout exploit de signification d'un jugement ou arrêt portant annulation d'un mariage ou d'une cohabitation légale est immédiatement communiqué en copie par l'huissier de justice instrumentant au greffier de la juridiction qui a prononcé la décision.

§ 4. Lorsque la nullité du mariage a été prononcée par un jugement ou un arrêt coulé en force de chose jugée, un extrait reprenant le dispositif du jugement ou de l'arrêt et la mention du jour où celui-ci a acquis force de chose jugée est adressé, sans délai, par le greffier à l'officier de l'état civil du lieu où le mariage a été célébré et à l'Office des étrangers ou, lorsque le mariage n'a pas été célébré en Belgique, à l'officier de l'état civil de Bruxelles et à l'Office des étrangers.

De procureur des Konings kan zich binnen drie maanden na ontvangst van de aanvraag van het attest, waarvan het consulaat de ontvangst betekent bij de indiening van de aanvraag, verzetten tegen de uitreiking ervan. Hij kan deze termijn met een periode van maximum twee maanden verlengen. Hij brengt zijn gemotiveerd verzet onverwijld ter kennis van de belanghebbende partijen, het consulaat bij welke het attest werd aangevraagd, de Dienst Vreemdelingenzaken en de ambtenaar van de burgerlijke stand van de woonplaats in België van de verzoeker.

De opheffing van het verzet kan binnen de maand van de kennisgeving van het verzet worden gevraagd voor de rechtbank van eerste aanleg van het ambtsgebied van de procureur des Konings die zich heeft verzet tegen de uitreiking van het attest. De rechter doet uitspraak op korte termijn.

Indien de procureur des Konings binnen de in het vijfde lid bedoelde termijn, geen verzet heeft aangetekend, gaat het hoofd van het consulaat onverwijld over tot de uitreiking van het attest. ».

HOOFDSTUK 4. — Wijzigingen van het Strafwetboek

Art. 13. In boek II, titel VII, van het Strafwetboek, wordt het opschrift van het hoofdstuk XI, ingevoegd bij de wet van 25 april 2007, aangevuld met de woorden « en gedwongen wettelijke samenwoning ».

Art. 14. In artikel 391*sexies* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 25 april 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « van een maand tot twee jaar of met geldboete van honderd euro tot vijfhonderd euro » vervangen door de woorden « van drie maanden tot vijf jaar en met geldboete van tweehonderdvijftig euro tot vijfduizend euro »;

2° in het tweede lid worden de woorden « van vijftien dagen tot een jaar of met geldboete van vijftig euro tot tweehonderd vijftig euro » vervangen door de woorden « van twee maanden tot drie jaar en met geldboete van honderdvijftig euro tot tweeduizend vijfhonderd euro ».

Art. 15. In boek II, titel VII, hoofdstuk XI, van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 391*septies* ingevoegd, luidende :

« Art. 391*septies*. Hij die iemand door geweld of bedreiging dwingt een wettelijke samenwoning aan te gaan, wordt gestraft met gevangenisstraf van drie maanden tot vijf jaar en met geldboete van tweehonderdvijftig euro tot vijfduizend euro.

De poging wordt gestraft met gevangenisstraf van twee maanden tot drie jaar en met geldboete van honderdvijftig euro tot tweeduizend vijfhonderd euro. ».

Art. 16. In boek II, titel VII, hoofdstuk XI, van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 391*octies* ingevoegd, luidende :

« Art. 391*octies*. § 1. De rechter die een veroordeling uitsprekt op basis van de artikelen 391*sexies* of 391*septies* of die de schuld vaststelt voor een inbreuk op deze bepalingen, kan ook de nietigheid van het huwelijk of van de wettelijke samenwoning uitspreken, op vordering van de procureur des Konings of van enige in het geding belanghebbende partij.

§ 2. Een vonnis kan aan de echtgenoten of aan de wettelijk samenwonenden slechts worden tegengeworpen, indien zij in het geding partij zijn geweest of daarin zijn geroepen.

Het openbaar ministerie kan de echtgenoot of echtgenoten of de wettelijk samenwonende of wettelijk samenwonenden, die geen partij zijn in het geding, gedwongen laten tussenkomen.

De tussenkomst verleent hen de hoedanigheid van partij in het geding. Deze partijen kunnen de rechtsmiddelen aanwenden.

De tussenkomst wordt ingesteld vanaf het begin van het geding zodat de partijen hun rechten met betrekking tot de nietigverklaring van het huwelijk of van de wettelijke samenwoning kunnen doen gelden.

§ 3. Elk exploit van betekening van een vonnis of arrest dat een huwelijk of een wettelijke samenwoning nietig verklaart, wordt door de optredende gerechtsdeurwaarder onmiddellijk in afschrift meegedeeld aan de griffier van het gerecht dat de beslissing heeft uitgesproken.

§ 4. Wanneer de nietigheid van het huwelijk is uitgesproken bij een in kracht van gewijsde gegaan vonnis of arrest, stuurt de griffier, onverwijld, een uittreksel bevattende het beschikende gedeelte en de vermelding van de dag van het in kracht van gewijsde treden van het vonnis of het arrest aan de ambtenaar van de burgerlijke stand van de plaats waar het huwelijk voltrokken is en aan de Dienst Vreemdelingenzaken of, wanneer het huwelijk niet in België voltrokken is, aan de ambtenaar van de burgerlijke stand van Brussel en aan de Dienst Vreemdelingenzaken.

Le greffier en avertit les parties.

L'officier de l'état civil transcrit, sans délai le dispositif sur ses registres; mention en est faite en marge de l'acte de mariage et des actes d'état civil relatifs aux enfants, s'ils ont été dressés ou transcrits en Belgique.

§ 5. Lorsque la nullité de la cohabitation légale a été prononcée par un jugement ou un arrêt coulé en force de chose jugée, un extrait reprenant le dispositif du jugement ou de l'arrêt et la mention du jour où celui-ci a acquis force de chose jugée est adressé, sans délai, par le greffier à l'officier de l'état civil du lieu où la déclaration de cohabitation légale a été faite et à l'Office des étrangers.

Le greffier en avertit les parties.

L'officier de l'état civil mentionne sans délai l'annulation de la cohabitation légale dans le registre de la population. ».

CHAPITRE 5. — Modifications du Code judiciaire

Art. 17. A l'article 569, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire, modifié en dernier par la loi du 10 décembre 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 1°, est complété par les mots « et sans préjudice de la compétence attribuée au juge pénal par l'article 391octies du Code pénal et par l'article 79quater de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers »;

2° il est inséré un 1°/1 rédigé comme suit :

« 1°bis des demandes relatives à l'annulation de la cohabitation légale, sans préjudice de la compétence attribuée au juge pénal par l'article 391octies du Code pénal et l'article 79quater de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers; ».

Art. 18. Dans l'article 587, 9°, du même Code, inséré par la loi du 4 mai 1999, les mots « et 167, dernier alinéa, » sont remplacés par les mots « 167, alinéa 6, et 1476quater, alinéa 5, ».

CHAPITRE 6. — Modifications de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers

Art. 19. Dans l'article 40ter de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, inséré par la loi du 8 juillet 2011, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Lorsqu'un certificat de non-empêchement à mariage a été délivré, il ne sera pas procédé à une nouvelle enquête à l'occasion de l'examen d'une demande de regroupement familial fondée sur le mariage célébré suite à la délivrance de ce certificat, sauf si de nouveaux éléments se présentent. ».

Art. 20. Dans l'article 74/11, § 1^{er}, de la même loi, inséré par la loi du 19 janvier 2012, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Le délai maximum de trois ans prévu à l'alinéa 2 est porté à un maximum de cinq ans lorsque :

1° le ressortissant d'un pays tiers a recouru à la fraude ou à d'autres moyens illégaux afin d'être admis au séjour ou de maintenir son droit de séjour;

2° le ressortissant d'un pays tiers a conclu un mariage, un partenariat ou une adoption uniquement en vue d'être admis au séjour ou de maintenir son droit de séjour dans le Royaume. ».

Art. 21. Dans l'article 79bis de la même loi, inséré par la loi du 12 janvier 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « de huit jours à trois mois ou d'une amende de vingt-six à cent EUR » sont remplacés par les mots « d'un mois à trois ans et d'une amende de cinquante euros à cinq cents euros »;

2° dans le § 1^{er}, alinéa 2, les mots « de quinze jours à un an ou d'une amende de cinquante à deux cent cinquante EUR » sont remplacés par les mots « de deux mois à quatre ans et d'une amende de cent euros à deux mille cinq cents euros »;

3° dans le § 1^{er}, alinéa 3, les mots « d'un mois à deux ans ou d'une amende de cent à cinq cents EUR » sont remplacés par les mots « de trois mois à cinq ans et d'une amende de deux cent cinquante euros à cinq mille euros »;

De griffier brengt de partijen hiervan in kennis.

De ambtenaar van de burgerlijke stand schrijft het beschikkende gedeelte onverwijld over in zijn registers; melding daarvan wordt gemaakt op de kant van de akte van huwelijk en van de akten van de burgerlijke stand die betrekking hebben op de kinderen, indien deze in België zijn opgemaakt of overgeschreven.

§ 5. Wanneer de nietigheid van de wettelijke samenwoning is uitgesproken bij een in kracht van gewijsde gegaan vonnis of arrest, stuurt de griffier, onverwijld, een uittreksel bevattende het beschikkende gedeelte en de vermelding van de dag van het in kracht van gewijsde treden van het vonnis of het arrest aan de ambtenaar van de burgerlijke stand van de plaats waar de verklaring van wettelijke samenwoning werd afgelegd en aan de Dienst Vreemdelingenzaken.

De griffier brengt de partijen hiervan in kennis.

De ambtenaar van de burgerlijke stand maakt onverwijld melding van de nietigverklaring van de wettelijke samenwoning in het bevolkingsregister. ».

HOOFDSTUK 5. — Wijzigingen van het Gerechtelijk Wetboek

Art. 17. In artikel 569, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 10 december 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het 1°, wordt aangevuld met de woorden « en onverminderd de door artikel 391octies van het Strafwetboek en artikel 79quater van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen aan de strafrechter toegekende bevoegdheid »;

2° een 1°/1 wordt ingevoegd, luidende :

« 1°bis van vorderingen betreffende de nietigverklaring van de wettelijke samenwoning, onverminderd de door artikel 391octies van het Strafwetboek en artikel 79quater van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, aan de strafrechter toegekende bevoegdheid; ».

Art. 18. In artikel 587, 9°, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 4 mei 1999, worden de woorden « en 167, laatste lid, » vervangen door de woorden « 167, zesde lid, en 1476quater, vijfde lid, ».

HOOFDSTUK 6. — Wijzigingen van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen

Art. 19. In artikel 40ter van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, ingevoegd bij de wet van 8 juli 2011, wordt tussen het tweede en het derde lid een lid ingevoegd, luidende :

« Als een attest van geen huwelijksbeletsel werd afgeleverd, zal er naar aanleiding van een onderzoek van een aanvraag tot gezinshereniging gebaseerd op het voltrokken huwelijk waarvoor het attest werd afgeleverd, niet worden overgegaan tot een nieuw onderzoek, tenzij er zich nieuwe elementen voordoen. ».

Art. 20. In artikel 74/11, § 1, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 19 januari 2012, wordt het derde lid vervangen door wat volgt :

« De maximale termijn van drie jaar bedoeld in het tweede lid wordt op maximum vijf jaar gebracht indien :

1° de onderdaan van een derde land fraude heeft gepleegd of andere onwettige middelen heeft gebruikt, teneinde toegelaten te worden tot het verblijf of om zijn recht op verblijf te behouden;

2° de onderdaan van een derde land een huwelijk, een partnerschap of een adoptie uitsluitend heeft aangegaan om toegelaten te worden tot verblijf of om zijn recht op verblijf in het Rijk te behouden. ».

Art. 21. In artikel 79bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 12 januari 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden « van acht dagen tot drie maanden of met een geldboete van zesentwintig tot honderd EUR » vervangen door de woorden « van een maand tot drie jaar en met geldboete van vijftig euro tot vijfhonderd euro »;

2° in § 1, tweede lid, worden de woorden « van vijftien dagen tot één jaar of met een geldboete van vijftig tot tweehonderdvijftig EUR » vervangen door de woorden « van twee maanden tot vier jaar en met geldboete van honderd euro tot tweeduizend vijfhonderd euro »;

3° in § 1, derde lid, worden de woorden « van één maand tot twee jaar of met een geldboete van honderd tot vijfhonderd EUR » vervangen door de woorden « van drie maanden tot vijf jaar en met geldboete van tweehonderdvijftig euro tot vijfduizend euro »;

4° dans le § 2, alinéa 1^{er}, les mots « d'une amende de vingt-six à cinquante EUR » sont remplacés par les mots « d'un emprisonnement de quinze jours à un an et d'une amende de vingt-six euros à deux cent cinquante euros »;

5° dans le § 2, alinéa 2, les mots « de huit jours à six mois ou d'une amende de vingt-six à cent vingt-cinq EUR » sont remplacés par les mots « d'un mois à deux ans et d'une amende de cinquante euros à mille deux cent cinquante euros »;

6° dans le § 2, alinéa 3, les mots « de quinze jours à un an ou d'une amende de cinquante à deux cent cinquante EUR » sont remplacés par les mots « de deux mois à trois ans et d'une amende de cents vingt-cinq euros à deux mille cinq cents euros ».

Art. 22. Dans la même loi, il est inséré un article 79^{ter} rédigé comme suit :

« Art. 79^{ter}. § 1^{er}. Quiconque conclut une cohabitation légale dans les circonstances visées à l'article 1476^{bis} du Code civil, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à trois ans et d'une amende de cinquante euros à cinq cents euros.

Quiconque reçoit une somme d'argent visant à le rétribuer pour la conclusion d'une telle cohabitation, sera puni d'un emprisonnement de deux mois à quatre ans et d'une amende de cent euros à deux mille cinq cents euros.

Quiconque recourt à des violences ou menaces à l'égard d'une personne pour la contraindre à conclure une telle cohabitation sera puni d'un emprisonnement de trois mois à cinq ans et d'une amende de deux cent cinquante euros à cinq mille euros.

§ 2. La tentative du délit visé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, est punie d'un emprisonnement de quinze jours à un an et d'une amende de vingt-six euros à deux cent cinquante euros.

La tentative du délit visé au § 1^{er}, alinéa 2, est punie d'un emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une amende de cinquante euros à mille deux cent cinquante euros.

La tentative du délit visé au § 1^{er}, alinéa 3, est punie d'un emprisonnement de deux mois à trois ans et d'une amende de cent vingt-cinq euros à deux mille cinq cents euros. ».

Art. 23. Dans la même loi, il est inséré un article 79^{quater} rédigé comme suit :

« Art. 79^{quater}. § 1^{er}. Le juge qui prononce une condamnation sur la base des articles 79^{bis} ou 79^{ter} ou qui constate la culpabilité pour une infraction visée à ces dispositions, peut également prononcer la nullité du mariage ou de la cohabitation légale, à la demande du procureur du Roi ou de toute partie ayant un intérêt à la cause.

§ 2. Aucun jugement n'est opposable aux époux ou aux cohabitants légaux s'ils n'ont été présents ou appelés à la cause.

Le ministère public peut appeler en intervention forcée l'époux ou le cohabitant légal qui n'est pas présent à la cause.

L'intervention leur confère la qualité de partie à la cause. Ces parties peuvent exercer les voies de recours.

L'intervention est formée dès le début de l'instance de sorte que ces parties puissent faire valoir leurs droits sur l'annulation du mariage ou de la cohabitation légale.

§ 3. Tout exploit de signification d'un jugement ou arrêt relatif à l'annulation d'un mariage ou d'une cohabitation légale est immédiatement communiqué en copie par l'huissier de justice instrumentant au greffier de la juridiction qui a prononcé la décision.

§ 4. Lorsque la nullité du mariage a été prononcée par un jugement ou un arrêt coulé en force de chose jugée, un extrait reprenant le dispositif du jugement ou de l'arrêt et la mention du jour où celui-ci a acquis force de chose jugée est, sans délai, adressé par le greffier à l'officier de l'état civil du lieu où le mariage a été célébré et à l'Office des étrangers ou, lorsque le mariage n'a pas été célébré en Belgique, à l'officier de l'état civil de Bruxelles et à l'Office des étrangers.

4° in § 2, eerste lid, worden de woorden « geldboete van zesentwintig tot vijftig EUR » vervangen door de woorden « gevangenisstraf van vijftien dagen tot een jaar en met geldboete van zesentwintig euro tot tweehonderdvijftig euro »;

5° in § 2, tweede lid, worden de woorden « van acht dagen tot zes maanden of geldboete van zesentwintig tot honderd vijftentwintig EUR » vervangen door de woorden « van een maand tot twee jaar en met geldboete van vijftig euro tot duizend tweehonderdvijftig euro »;

6° in § 2, derde lid, worden de woorden « van vijftien dagen tot een jaar of met geldboete van vijftig tot tweehonderd vijftig EUR » vervangen door de woorden « van twee maanden tot drie jaar en met geldboete van honderdvijftentwintig euro tot tweeduizend vijfhonderd euro ».

Art. 22. In dezelfde wet wordt een artikel 79^{ter} ingevoegd, luidende :

« Art. 79^{ter}. § 1. Ieder die een wettelijke samenwoning sluit in de omstandigheden bedoeld in artikel 1476^{bis} van het Burgerlijk Wetboek, wordt gestraft met een gevangenisstraf van een maand tot drie jaar en met geldboete van vijftig euro tot vijfhonderd euro.

Ieder die een geldsom ontvangt die ertoe strekt hem te vergoeden voor het sluiten van een dergelijke samenwoning, wordt gestraft met gevangenisstraf van twee maanden tot vier jaar en met geldboete van honderd euro tot tweeduizend vijfhonderd euro.

Ieder die gebruik maakt van geweld of bedreiging tegen een persoon om die persoon te dwingen een dergelijke samenwoning te sluiten, wordt gestraft met gevangenisstraf van drie maanden tot vijf jaar en met geldboete van tweehonderdvijftig euro tot vijftuizend euro.

§ 2. Poging tot het in § 1, eerste lid, bedoelde wanbedrijf wordt gestraft met gevangenisstraf van vijftien dagen tot een jaar en met geldboete van zesentwintig euro tot tweehonderdvijftig euro.

Poging tot het in § 1, tweede lid, bedoelde wanbedrijf wordt gestraft met gevangenisstraf van een maand tot twee jaar en met geldboete van vijftig euro tot duizend tweehonderdvijftig euro.

Poging tot het in § 1, derde lid, bedoelde wanbedrijf wordt gestraft met gevangenisstraf van twee maanden tot drie jaar en met geldboete van honderdvijftentwintig tot tweeduizend vijfhonderd euro. ».

Art. 23. In dezelfde wet wordt een artikel 79^{quater} ingevoegd, luidende :

« Art. 79^{quater}. § 1. De rechter die overgaat tot een veroordeling op basis van de artikelen 79^{bis} of 79^{ter} of die de schuld vaststelt voor een inbreuk op deze bepalingen, kan ook de nietigheid van het huwelijk of van de wettelijke samenwoning uitspreken, op vordering van de procureur des Konings of van enige in het geding belanghebbende partij.

§ 2. Een vonnis kan aan de echtgenoten of aan de wettelijk samenwonenden slechts worden tegengeworpen, indien zij in het geding partij zijn geweest of daarin zijn geroepen.

Het openbaar ministerie kan de echtgenoot of de wettelijk samenwonende, die geen partij is in in het geding, gedwongen laten tussenkomen.

De tussenkomst verleent hen de hoedanigheid van partij in het geding. Deze partijen kunnen de rechtsmiddelen aanwenden.

De tussenkomst wordt ingesteld vanaf het begin van het geding zodat de partijen hun rechten met betrekking tot de nietigheid van het huwelijk of van de wettelijke samenwoning kunnen doen gelden.

§ 3. Elk exploit van betekening van een vonnis of arrest betreffende de nietigheid van een huwelijk of een wettelijke samenwoning, wordt door de optredende gerechtsdeurwaarder onmiddellijk in afschrift meegedeeld aan de griffier van het gerecht dat de beslissing heeft uitgesproken.

§ 4. Wanneer de nietigheid van het huwelijk is uitgesproken bij een in kracht van gewijsde gegaan vonnis of arrest, stuurt de griffier, onverwijld, een uittreksel bevattende het beschikende gedeelte en de vermelding van de dag van het in kracht van gewijsde treden van het vonnis of het arrest aan de ambtenaar van de burgerlijke stand van de plaats waar het huwelijk voltrokken is en aan de Dienst Vreemdelingenzaken of, wanneer het huwelijk niet in België voltrokken is, aan de ambtenaar van de burgerlijke stand van Brussel en aan de Dienst Vreemdelingenzaken.

Le greffier en avertit les parties.

L'officier de l'état civil transcrit sans délai le dispositif sur ses registres; mention en est faite en marge de l'acte de mariage et des actes d'état civil relatifs aux enfants, s'ils ont été dressés ou transcrits en Belgique.

§ 5. Lorsque la nullité de la cohabitation légale a été prononcée par un jugement ou un arrêt coulé en force de chose jugée, un extrait reprenant le dispositif du jugement ou de l'arrêt et la mention du jour où celui-ci a acquis force de chose jugée est, sans délai, adressé par le greffier à l'officier de l'état civil du lieu où la déclaration de cohabitation légale a été faite et à l'Office des étrangers.

Le greffier en avertit les parties.

L'officier de l'état civil inscrit sans délai l'annulation de la cohabitation légale dans le registre de la population. »

CHAPITRE 7. — *Disposition transitoire*

Art. 24. Les articles 63, 64 et 167 du Code civil restent d'application aux déclarations faites par les futurs époux avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 2 juin 2013.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Justice,
Mme A. TURTELBOOM

Vu et scellé du sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice,
Mme A. TURTELBOOM

—————
Note

(1) *Session 2012-2013.*

Chambre des représentants.

Documents. — Projet de loi, 53-2673 - N° 1. — Amendements - N°s 2-5. — Rapports - N°s 6-8. — Texte adopté par les commissions - N° 9. — Amendements - N° 10. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat - N° 11.

Voir aussi :

Compte rendu intégral. — 25 avril 2013.

Sénat.

Documents. — Projet non évoqué par le Sénat, 5-2053 - N° 1.

De griffier brengt de partijen hiervan in kennis.

De ambtenaar van de burgerlijke stand schrijft het beschikkende gedeelte onverwijld over in zijn registers; melding daarvan wordt gemaakt op de kant van de akte van huwelijk en van de akten van de burgerlijke stand die betrekking hebben op de kinderen, indien deze in België zijn opgemaakt of overgeschreven.

§ 5. Wanneer de nietigheid van de wettelijke samenwoning is uitgesproken bij een in kracht van gewijsde gegaan vonnis of arrest, stuurt de griffier, onverwijld, een uittreksel bevattende het beschikkende gedeelte en de vermelding van de dag van het in kracht van gewijsde treden van het vonnis of het arrest aan de ambtenaar van de burgerlijke stand van de plaats waar de verklaring van wettelijke samenwoning werd afgelegd en aan de Dienst Vreemdelingenzaken.

De griffier brengt de partijen hiervan in kennis.

De ambtenaar van de burgerlijke stand maakt onverwijld melding van de nietigverklaring van de wettelijke samenwoning in het bevolkingsregister. »

HOOFDSTUK 7. — *Overgangsbepaling*

Art. 24. De artikelen 63, 64 en 167 van het Burgerlijk Wetboek blijven van toepassing op de door de aanstaande echtgenoten voor de inwerkingtreding van deze wet gedane aangiften.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 2 juni 2013.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
Mevr. A. TURTELBOOM

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister Van Justitie,
Mevr. A. TURTELBOOM

—————
Nota

(1) *Zitting 2012-2013.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Stukken. — Wetsontwerp, 53-2673 - Nr. 1. — Amendementen - Nrs. 2-5. — Verslagen - Nrs. 6-8. — Tekst aangenomen door de commissies - Nr. 9. — Amendementen, Nr. 10. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat - Nr. 11.

Zie ook :

Integraal verslag. — 25 april 2013.

Senaat.

Stuk. — Ontwerp niet geëvoceerd door de Senaat, 5-2053 - Nr. 1.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2013/00617]

30 AOUT 2013. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 7 janvier 2001 fixant la procédure de désignation du fonctionnaire et de perception des amendes en exécution de la loi du 13 mai 1999 relative aux sanctions administratives dans les communes

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 119bis, § 2, alinéa 4 et § 13 de la nouvelle loi communale;

Vu l'arrêté royal du 7 janvier 2001 fixant la procédure de désignation du fonctionnaire et de perception des amendes en exécution de la loi du 13 mai 1999 relative aux sanctions administratives dans les communes;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 23 avril 2013;

Vu l'avis n° 53.436/2 du Conseil d'Etat, donné le 24/06/2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2013/00617]

30 AUGUSTUS 2013. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 januari 2001 tot vaststelling van de procedure tot aanwijzing van de ambtenaar en tot inning van de boetes in uitvoering van de wet van 13 mei 1999 betreffende de invoering van gemeentelijke administratieve sancties

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 119bis, § 2, vierde lid en § 13 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 januari 2001 tot vaststelling van de procedure tot aanwijzing van de ambtenaar en tot inning van de boetes in uitvoering van de wet van 13 mei 1999 betreffende de invoering van gemeentelijke administratieve sancties;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 23 april 2013;

Gelet op het advies nr. 53.436/2 van de Raad van State, gegeven op 24 juni 2013, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;